



Conférence de presse de l'USP «Libre-échange avec l'UE» du 16 juin

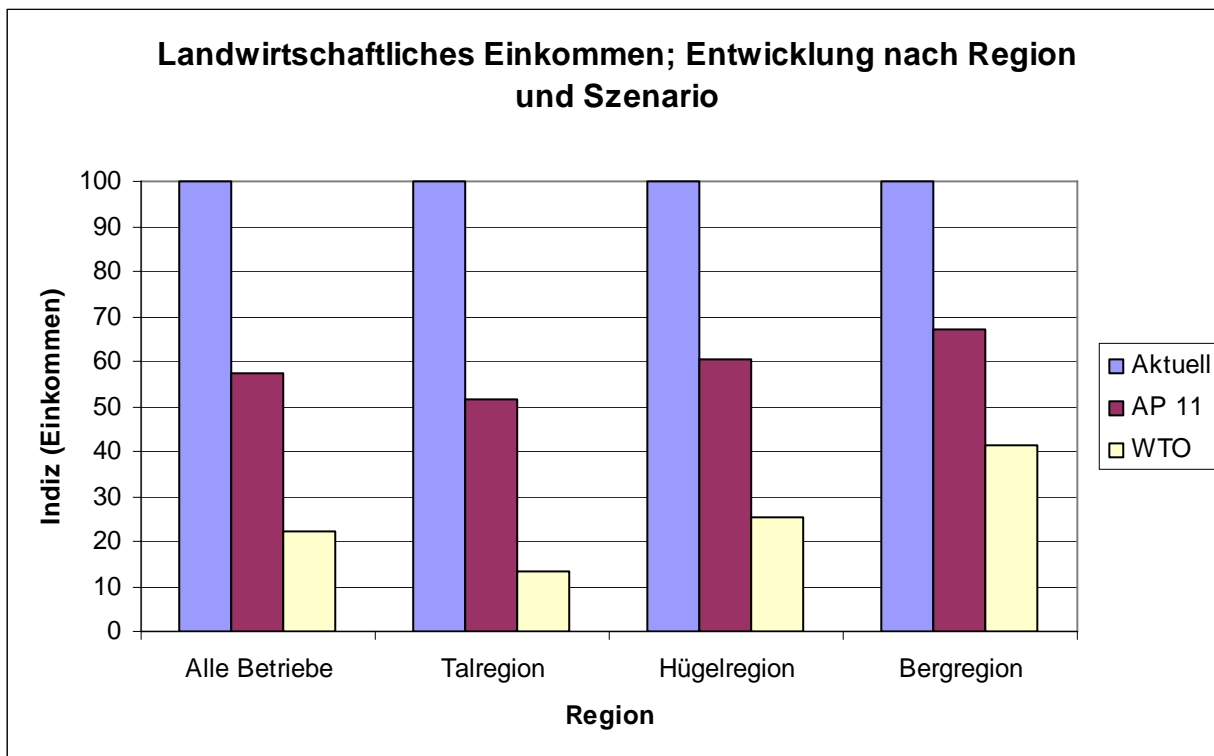
Nous sommes déjà sur la voie de dépassement

Hansjörg Walter, président, Brougg

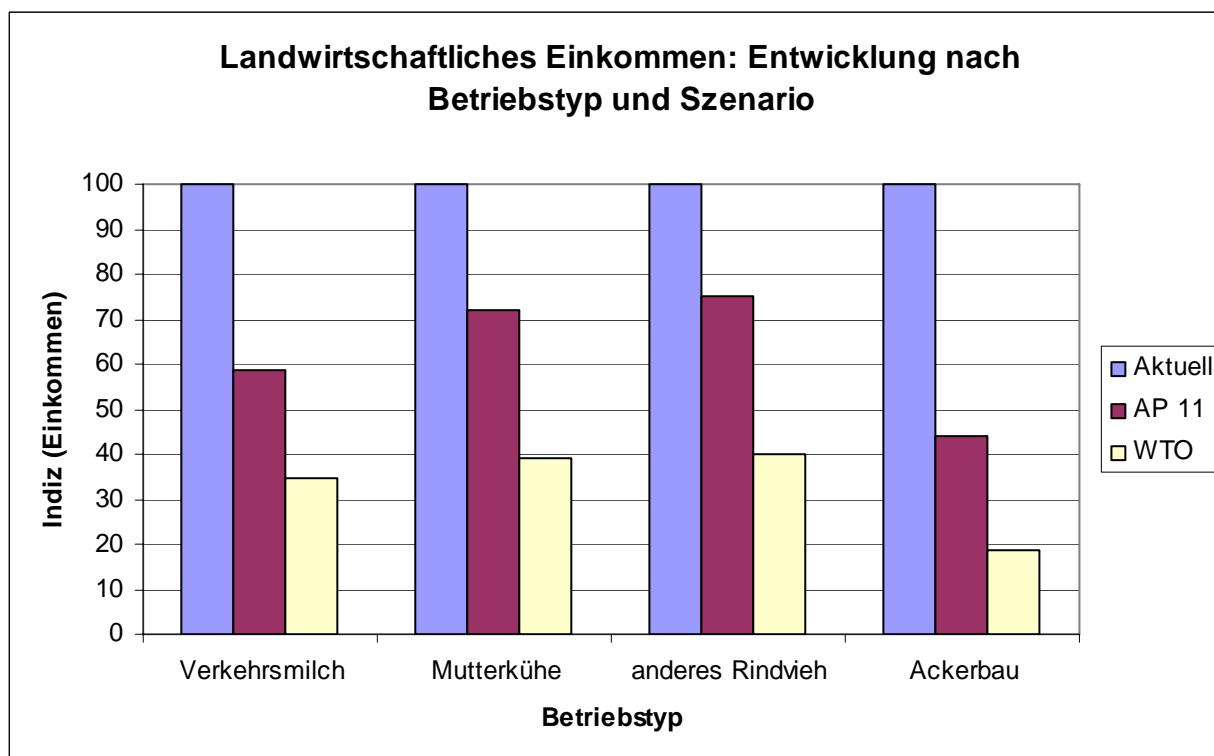
Les familles paysannes suisse n'auront donc jamais la paix. Depuis 10 ans, en effet, les réformes de la politique agricole se succèdent. Viennent s'y ajouter des engagements internationaux supplémentaires dans le cadre de l'OMC ou divers accords de libre-échange lourds de conséquences. A l'heure actuelle, en matière de politique agricole, on est déjà sur la voie de dépassement. Nous avons en effet le paquet de la PA 2011, le cycle de Doha de l'OMC et divers accords de libre-échange, conclus ou en discussion, qui menacent d'accélérer encore un rythme endiablé.

Dans notre secteur, la situation n'est pas rose. Celui qui travaille sur son propre domaine gagne en moyenne 40 à 60 pour cent de moins qu'un simple employé dans un autre secteur économique. Ces dernières années, les prix à la production ont chuté de plus de 25 pour cent. La pression économique, la charge de travail élevée et l'absence de perspectives n'ont pas été sans effet : depuis 1990, un tiers des exploitations, soit 30 000 environ, ont fermé définitivement la porte de la grange. De plus, parmi les familles paysannes en activité, 40 pourcent ne se voient aucun avenir sur l'exploitation. C'est dans ce contexte que le projet de PA 2011 arrive aujourd'hui. Malgré les résultats indubitables de la procédure de consultation, qui a vu les organisations paysannes et non paysannes, ainsi que les cantons, revendiquer des corrections en profondeur du projet, le Conseil fédéral est resté campé sur sa ligne dure. Si le Parlement ne procède pas à sa modification complète et n'augmente par l'enveloppe financière, la PA 2011 contribuera dans une large mesure à une évolution structurelle qui ne laissera plus leur place aux familles paysannes traditionnelles. En fonction des régions – plaine ou montagne – le revenu, déjà bien maigre, va encore être amputé de 30 à 40 pour cent. Inutile de se voiler la face : ce message sur la PA 2011 est une véritable catastrophe pour les familles paysannes suisses.

Comme si tout cela n'était pas déjà suffisant, voici qu'à l'OMC, le cycle de Doha arrive à son terme, petit à petit certes, mais sans s'arrêter. Après que les négociations sur le volet agricole ont longtemps paru bloquées, il y a maintenant des signes de mouvement. A Bruxelles, on murmure que l'Union européenne est prête à passer de nouveaux compromis avec les grands exportateurs agricoles. Dans le pire des cas, cela signifierait que le revenu agricole restant après la PA 2011 serait encore amputé de 50 pourcent. En région de plaine, les exploitations pourraient réaliser en moyenne un revenu ne représentant plus que 13 pourcent du revenu actuel. Pour pouvez imaginer sans peine, en pareil cas, que notre surface agricole utile ne serait plus exploitée que par quelques industriels de l'agriculture. C'est dans ce contexte pour le moins lugubre qu'intervient la discussion sur un accord de libre-échange agricole avec l'UE.



Impacts de la PA 2011, de l'OMC et des scénarios UE et UE + sur les diverses régions.*



Impacts de la PA 2011, de l'OMC et des scénarios UE et UE+ sur les divers types d'exploitation.*

* Les calculs sont établis sur la base des structures actuelles, sans tenir compte de l'évolution structurelle.